

Commission de toponymie

**Rapport
annuel
1995-1996**

Le contenu de cette publication a été rédigé par
la Commission de toponymie.

Cette édition a été produite par:
Les Publications du Québec
1500 D, boulevard Charest Ouest
Sainte-Foy (Québec) G1N 2E5

Dépôt légal — 1996
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-17108-3
ISSN 0714-2145

© Gouvernement du Québec, 1996

Tous droits réservés pour tous pays.
La reproduction par quelque procédé que ce soit
et la traduction, même partielles, sont interdites
sans l'autorisation des Publications du Québec.

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Commission de toponymie pour la période du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

La ministre responsable de l'application
de la Charte de la langue française,

Louise Beaudoin

Québec, juillet 1996

Madame Louise Beaudoin
Ministre responsable de l'application
de la Charte de la langue française
225, Grande Allée Est
Bloc A, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 5G5

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Commission de toponymie pour la période du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

Le président,

Henri Dorion

Québec, juillet 1996

Table des matières

Introduction 11

1. Les dominantes de l'année 1995-1996 13

2. L'organisation et les ressources de la Commission 15

- 2.1 L'organigramme 15
- 2.2 Les ressources humaines 15
- 2.3 Les ressources financières 16
- 2.4 Les instruments de gestion 16
 - 2.4.1 TOPOS: le système informatisé de gestion des toponymes 16
 - 2.4.2 Les archives et la documentation 17
 - 2.4.3 GESDOC: le système de gestion documentaire 17

3. Les décisions des commissaires 19

- 3.1 L'officialisation des toponymes et des odonymes 19
 - 3.1.1 Les toponymes 19
 - 3.1.2 Les odonymes 19
 - 3.1.3 Les désignations toponymiques commémoratives 19
- 3.2 La langue des noms officialisés 20
- 3.3 Les politiques et les normes 21

4. Les relations avec l'Administration publique et parapublique québécoise 23

- 4.1 L'Administration centrale 23
 - 4.1.1 Les espaces protégés 23
 - 4.1.2 Les édifices publics 23
 - 4.1.3 La toponymie septentrionale 23
 - 4.1.4 La vérification toponymique 23
 - 4.1.5 L'évaluation toponymique 23
 - 4.1.6 Les commissions scolaires 24
 - 4.1.7 Les autres interventions sur demande 24
- 4.2 Les municipalités 24
 - 4.2.1 Les noms de municipalités et de MRC 24
 - 4.2.2 Les ponts 24

5. Les relations avec les autres clientèles québécoises et les citoyens 25

- 5.1 Les zones d'exploitation contrôlée (zecs) 25
- 5.2 Les pourvoiries 25
- 5.3 Le milieu amérindien 26
- 5.4 Les consultations toponymiques 26

6. Les relations avec les organismes non québécois 29

- 6.1 La scène canadienne 29
- 6.2 La scène internationale 29
- 6.3 La coopération avec la France 29

7. La recherche 31

- 7.1 La documentation du patrimoine toponymique du Québec 31
- 7.2 La terminologie géographique 31
- 7.3 Les gentils 31
- 7.4 Un colloque sur la recherche et les pratiques toponymiques 31

8. Les communications 33

- 8.1 L'information et les relations publiques 33
- 8.2 Les publications 33
- 8.3 Le site Web 34

Tableaux

- 1 — L'organigramme 15
- 2 — Les effectifs permanents par unité administrative et par catégorie d'emploi au 31 mars 1996 15
- 3 — L'état du budget pour l'année 1995-1996 15
- 4 — Le contenu de la banque de données TOPOS 17
- 5 — Les toponymes et odonymes officialisés par la Commission en 1995-1996 20
- 6 — Les toponymes et odonymes officialisés au cours des cinq dernières années 20
- 7 — La répartition régionale des dossiers des pourvoiries existantes en 1995-1996 26
- 8 — La répartition des consultations selon les thèmes 27
- 9 — La répartition des consultations selon les catégories de demandeurs 27
- 10 — La participation de la Commission de toponymie à des salons 33

Les membres de la Commission de toponymie

Henri Dorion
Président

Georges Bacon
Commissaire

Jean-René Côté
Commissaire

Jules Dufour
Commissaire

Jacques Lacoursière
Commissaire

Anne MacLaren
Commissaire

Cécyle Trépanier
Commissaire

Secrétaire de la Commission
Denis Tremblay

Introduction

Le plan de présentation de ce seizième rapport annuel de la Commission de toponymie comprend un bref bilan (chapitre 1), un rappel de la structure de l'organisme et des précisions sur les ressources qui ont été mises à sa disposition (chapitre 2). Les activités suscitées par le traitement et l'officialisation des noms géographiques, qui constituent l'un des points essentiels du mandat de la Commission, sont rappelées au chapitre 3. En regard de la fonction de services que doit rendre la Commission à ses clientèles, dans un contexte d'information réciproque et de collaboration, les chapitres 4, 5 et 6 rendent compte des relations qu'elle entretient, respectivement, avec l'Administration publique et parapublique québécoise, avec les autres clientèles québécoises et les citoyens et enfin avec les organismes non québécois de gestion toponymique. L'appui essentiel aux mandats d'inventaire et de traitement que constitue la recherche forme la matière du chapitre 7. Enfin, la manière dont la Commission a répondu à son mandat de diffusion est illustrée au chapitre 8.

1. Les dominantes de l'année 1995-1996

À même le bilan de l'année écoulée, trois éléments particulièrement importants méritent d'être soulignés.

Quantitativement, la dernière année a été la plus productive des cinq dernières années, avec un total de 7 517 officialisations. Divers accommodements dans l'application de ses règles et normes de même que la simplification de certaines procédures ont permis de vaincre en partie les effets des contractions budgétaires et d'atteindre un niveau de production voisin de celui des années précédant le déclin des ressources.

La hausse de production est liée à la concentration des efforts, durant la dernière année, sur le traitement de l'odonymie, dans le cadre d'un protocole de collaboration avec le Directeur général des élections visant à harmoniser la Liste électorale permanente avec la banque de toponymes du Québec (TOPOS) gérée par la Commission de toponymie.

L'année 1995-1996 a aussi été celle des bilans. Les politiques ont été revues en entier et en détail tant par les services techniques que par les commissaires. L'activité de la Commission dans le domaine de la toponymie amérindienne a aussi été l'objet d'un bilan dont le résultat a été publié sous le titre de: *La toponymie autochtone au Québec, Bilan et prospective*. Enfin, un colloque tenu à Montréal sur la recherche et les pratiques de la toponymie au Québec a donné l'occasion de faire le point sur plusieurs aspects de la gestion toponymique. Ces trois exercices ont permis, en quelque sorte, de valider et de consolider le corps de doctrine qui soutient le travail continu de la Commission de toponymie.

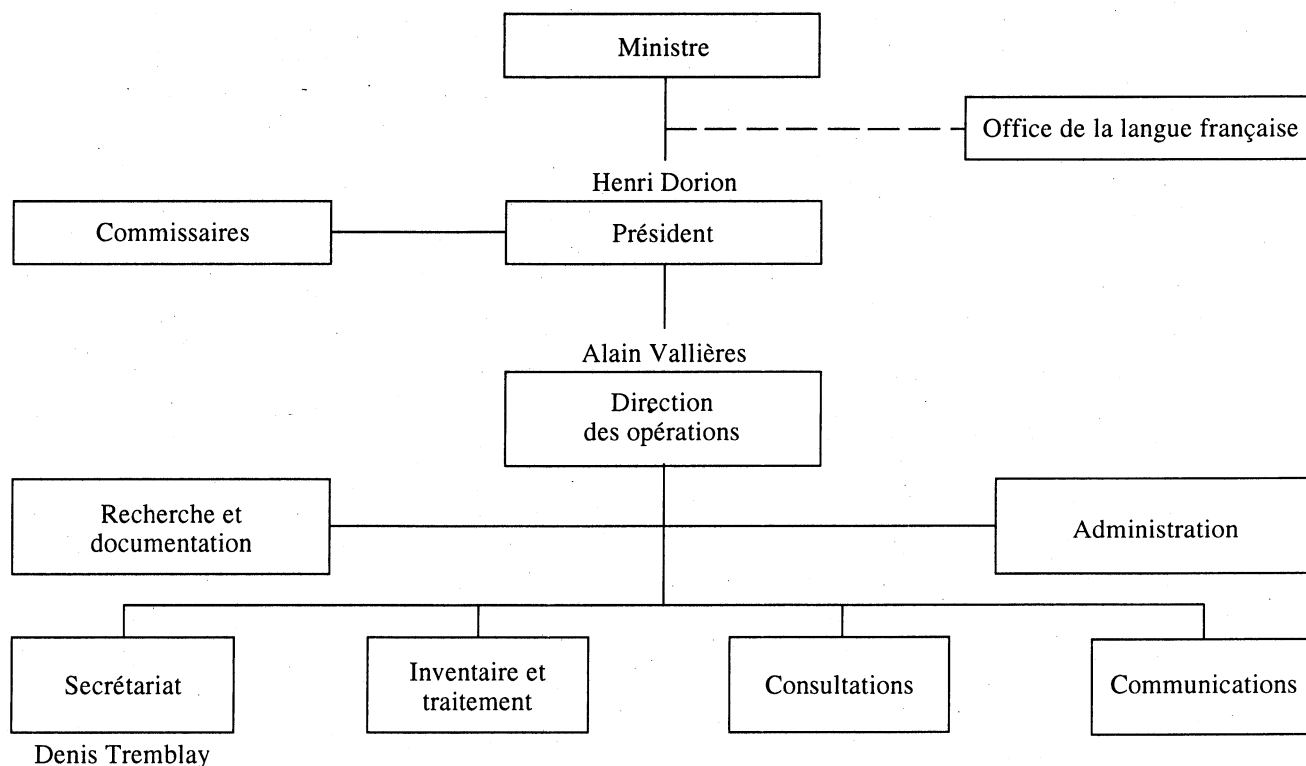
2. L'organisation et les ressources de la Commission

La structure de la Commission, qui avait été simplifiée au cours de l'année 1993-1994, l'a été de nouveau au cours de la dernière année écoulée afin de l'adapter au contexte de compression d'effectifs. Toutes les activités autres que les réunions des commissaires sont désormais réunies dans une Direction des opérations.

Parallèlement à cette modification de structure, les mandats internes ont été remaniés de façon à rencontrer les objectifs de traitement de l'odonymie du Québec convenus entre la Commission de toponymie et le Directeur général des élections, dont il est question au chapitre 3.1.2.

2.1 L'organigramme

Tableau 1



2.2 Les ressources humaines

La Commission a terminé l'exercice financier 1995-1996 avec un total de 23 postes autorisés. À ce nombre s'ajoute un poste de cadre en transition de carrière.

De plus, elle a bénéficié du prêt d'un poste professionnel pour 12 mois et elle a accueilli six étudiants-stagiaires anglophones dans le cadre d'un programme d'échanges interprovinciaux, et ce, pour une durée de trois mois.

Tableau 2

Les effectifs permanents par unité administrative et par catégorie d'emploi au 31 mars 1996

	Hors cadre	Cadres supérieurs	Professionnels	Techniciens	Employés de bureau	Total
Bureau du président	1	—	1	1	—	3
Direction des opérations	—	1	12	3	4	20
TOTAL	1	1	13	4	4	23

2.3 Les ressources financières

Le budget original de la dernière année financière était de 1 415 200 \$; il a été modifié à 1 427 200 \$. Sur ce montant, un total de 1 423 200 \$ a effectivement été dépensé, dont 106 200 \$ pour le fonctionnement (loyer exclu). Le tableau 3 présente le sommaire des dépenses en regard des catégories budgétaires.

Tableau 3

L'état du budget pour l'année 1995-1996

Catégories	BUDGET (\$)		
	Original	Modifié	Dépenses
FONCTIONNEMENT	1 414 200	1 426 200	1 422 200
01 Traitements	1 172 200	1 184 200	1 180 500
02 Autres rémunérations	—	—	—
03 Communications	36 100	32 800	32 500
04 Services	41 200	40 000	40 000
05 Entretien	2 500	5 100	5 100
06 Loyers	145 500	141 000	141 000
07 Fournitures	15 200	17 200	17 200
08 Équipement	1 500	5 900	5 900
11 Autres dépenses	—	—	—
CAPITAL	1 000	1 000	1 000
08 Équipement	1 000	1 000	1 000
TOTAL	1 415 200	1 427 200	1 423 200

2.4 Les instruments de gestion

2.4.1 TOPOS : le système informatisé de gestion des toponymes

Effectuer une saine gestion de près de 300 000 noms de lieux (toponymes et odonymes) dont chacun peut être assorti d'une trentaine de variables ou champs différents serait utopique sans l'assistance d'un système informatisé fiable et performant. Développé en 1990 et constamment entretenu et amélioré depuis, TOPOS demeure l'outil privilégié sur lequel s'appuient les décisions de la Commission. TOPOS est mis à contribution pratiquement à toutes les phases du traitement toponymique, soit de l'inventaire à la diffusion, en passant par la conservation et la possibilité de consultation par les usagers des inforoutes. À cet égard, les discussions se sont poursuivies quant aux avenues les plus intéressantes à explorer en vue d'un certain retour d'investissement dans la mise en marché de TOPOS sur les inforoutes.

La réflexion sur la tarification des produits et des services a conduit à l'étude de différentes hypothèses dont l'une, la facturation aux clients d'extrants informatisés ou imprimés de la banque TOPOS, fait maintenant partie des opérations courantes.

Afin d'améliorer cet outil de travail et de répondre aux besoins de ses clientèles quant aux précisions techniques (localisation à la seconde des entités géographiques, identification de la source des cours d'eau, ...), TOPOS a été couplé à un système de cartographie sur vidéodisque. Cette opération permet un accès instantané au territoire cartographié et facilite la localisation rapide des toponymes.

Certains utilisateurs et diffuseurs (le ministère des Ressources Naturelles (MRN), le ministère des Transports (MTQ), le Directeur général des élections (DGE) et l'Office de la langue française (OLF)) de la toponymie ont accès directement aux données de TOPOS qui sont continuellement mises à jour, compte tenu du rôle de «relais toponymique» qui leur incombe lors de la réalisation de cartes (MRN), de l'établissement de la signalisation routière (MTQ), de la confection de la Liste électorale permanente (DGE) et lors du traitement des plaintes concernant le non-respect de l'article 128 de la *Charte de la langue française* (OLF).

La facturation de produits spécifiques (extrants) issus de TOPOS s'est soldée par un léger revenu d'appoint pour la Commission qui, de concert avec les Publications du Québec, essaie de développer ce marché auprès d'une clientèle potentielle.

La banque de données TOPOS comptait, au 31 mars 1996, 297 409 entrées toponymiques soit

une augmentation de 12 114 toponymes et odonymes pour la dernière année. Cette augmentation s'explique par le rattrapage au chapitre des avis émis par la Commission et par la mobilisation d'effectifs importants au profit du dossier odonymique en vue de valider la nomenclature municipale pour l'établissement de la Liste électorale permanente.

Tableau 4

Le contenu de la banque de données TOPOS

Répartition selon l'appartenance linguistique	Toponymes		Odonymes		TOTAL	
	Officiels	Total	Officiels	Total	Officiels	Total
Français	83 342	129 798	56 784	88 888	140 126	218 686
Anglais	13 391	30 400	5 589	11 528	18 980	41 928
Langues amérindiennes	8 332	19 253	342	672	8 674	19 925
Inuktitut	3 052	6 815	2	13	3 054	6 828
Autres langues	1 725	2 381	716	1 314	2 441	3 695
Hybride	139	278	38	87	177	365
Indifférencié	1 955	2 622	389	591	2 344	3 213
Inconnu	1 214	2 472	133	297	1 347	2 769
TOTAL	113 150	194 019	63 993	103 390	177 143	297 409

2.4.2 Les archives et la documentation

La recherche et la documentation du patrimoine toponymique constituent une des activités importantes de la Commission. La bibliothèque de la Commission de toponymie est membre du Réseau informatisé des bibliothèques. Elle poursuit l'automatisation de ses activités avec le système Best-Seller: 355 documents ont ainsi été traités et saisis.

Elle possède environ 9 200 volumes, la plupart spécialisés en toponymie et s'est réabonnée à 30 périodiques susceptibles d'alimenter les chercheurs en données toponymiques mais également dans les domaines qui appuient la recherche et la gestion toponymiques: généalogie, géographie, histoire, terminologie, de même que dans les domaines culturels et patrimoniaux. Elle reçoit environ 40 bulletins municipaux, constituant pour la Commission une source importante d'informations toponymiques glanées au fil des événements.

C'est la seule bibliothèque québécoise regroupant un fonds spécialisé aussi important dont, notamment, une collection de répertoires géographiques, de rapports géologiques, de monographies paroissiales, de documents traitant de tous les aspects de la toponymie, d'atlas et de cartes géographiques.

La recherche documentaire se fait dans des banques de données interrogées par modem, mais aussi de plus en plus dans le réseau des inforoutes.

2.4.3 GESDOC : le système de gestion documentaire

Le système GESDOC assure la conservation et la mise à jour des dossiers contenant les données descriptives utilisées par les différents services de la Commission. Plus de 520 transactions ont été effectuées au cours de l'année financière. Soulignons de plus que la Commission est membre du Groupe des responsables de la gestion des documents (GRGD).

La Commission en matière de gestion documentaire a inventorié et épuré un bon nombre de boîtes de dossiers entreposés au Centre de documents semi-actifs, ainsi qu'un grand nombre de dossiers dans les locaux de l'organisme.

Le système de gestion documentaire est en partie transféré de la plateforme mini à la plateforme micro. Le nouveau système utilisera le logiciel MS-Access version 2 lorsque toutes les données auront été versées.

3. Les décisions des commissaires

Le choix du statut à accorder à un nom de lieu relève des commissaires et c'est à la lumière des politiques et des normes que la Commission a établies en matière de normalisation toponymique que les décisions se prennent.

3.1 L'officialisation des toponymes et des odonymes

Les commissaires se sont réunis à six occasions au cours de l'année pour officialiser 7 517 noms de lieux dont 1 819 toponymes et 5 698 odonymes. Pour faciliter la participation des commissaires et aussi par souci d'économie, trois réunions ont eu lieu par le biais d'une conférence téléphonique. Le nombre total d'officialisations de cette année dépasse de 2 037 le nombre d'officialisations de la dernière année et de 1 785 la moyenne des cinq dernières années. Cette augmentation s'explique par l'accélération du traitement des noms de voies de communication. La Commission a en outre émis des avis sur 785 noms de lieux dont 94 toponymes et 691 odonymes.

3.1.1 Les toponymes

Comme à chaque année, la Commission a procédé à des inventaires toponymiques sur le terrain et y a consacré 30 jours. Ceux-ci se sont réalisés dans les régions de la Gaspésie (MRC de Matane et de La Matapédia), de la Chaudière-Appalaches (MRC de l'Amiante), de l'Estrie (MRC du Granit), de Charlevoix (Île aux Coudres) et de la Haute-Côte-Nord (Essipit, Les Escoumins). Par ailleurs, pour satisfaire, entre autres, des besoins de gestion dans les territoires récréatifs et protégés du Québec tels les pourvoiries, les zecs, les réserves fauniques et les parcs, un effort de traitement toponymique a été fourni dans ce secteur.

Ce sont les entités hydrographiques qui constituent la principale catégorie de dénominations toponymiques faites durant l'exercice. Ainsi, 856 lieux, principalement des lacs, des baies et des cours d'eau, ont été nommés. Parmi les autres types d'entités dénommés, notons les ponts (229), les parcs publics (134), les lieux-dits (76), les pointes (64) et les collines (52).

En ce qui a trait aux avis toponymiques émis, 21 concernent la dénomination de futures municipalités qui feront l'objet de regroupement ou de changement de nom ou de statut juridique en cours d'année. Les autres avis touchent la dénomination de 21 autres

types d'entités dont principalement des ponts, des bâtiments publics, des réserves écologiques et des commissions scolaires.

3.1.2 Les odonymes

C'est au chapitre de l'officialisation des odonymes que les décisions de la Commission ont été les plus nombreuses. Cette situation s'explique par l'accélération du traitement des noms de voies de communication suite à l'entente administrative conclue avec le Directeur général des élections en vue de l'établissement de la Liste électorale permanente.

Les interventions de la dernière année portent donc à 63 993 le nombre total de désignations odonymiques officialisées par la Commission au 31 mars 1996, soit environ 70 % du nombre total du corpus odonymique. Depuis la mise en œuvre de ce programme en 1978, c'est donc 1 028 (73 %) municipalités qui ont complété le traitement de l'ensemble de leur dossier. Outre le regroupement de près d'une trentaine de municipalités, nécessitant plusieurs interventions ponctuelles tels les noms en double ou les noms différents pour une même voie, la Commission a conclu 40 ententes avec les municipalités au cours du dernier exercice. Le traitement des noms de voies de communication des 23 villages cris, naskapis et nordiques, des 6 établissements amérindiens de même que des 29 réserves indiennes n'a cependant pas encore été amorcé.

3.1.3 Les désignations toponymiques commémoratives

Ce programme vise à assurer une reconnaissance toponymique à certaines personnes ou rappeler des événements qui ont marqué la société québécoise. Au cours de la dernière année, la Commission a répondu favorablement à sept demandes de commémoration toponymique par l'officialisation de onze toponymes soit: Édifice Gérald-Godin, Mont Wilfrid-Pelletier, Place de la FAO, Sommet de Paris, Sommet de Québec, Sommet de Dakar, Sommet de Maurice, Sommet de Cotonou, Sommet de Chaillot, Lac Dauzat et Lac Massignon. Soulignons que ces deux derniers noms commémorent deux onomasticiens français qui se sont intéressés à la toponymie québécoise. Deux avis favorables pour les noms Parc de l'Amérique-Latine et Bloc obstétrical Jacques-Beaudry (centre hospitalier Saint-Vincent-de-Paul, à Sherbrooke), ont aussi été fournis.

Au cours de l'année, cinq dénominations ont été particulièrement soulignées par la remise de certificats commémoratifs.

Toujours dans le but d'assurer une réponse aux demandes de dénomination de lieux dans le cadre du programme de désignations toponymiques commémoratives, 40 notes biographiques ont été consignées concernant des Québécoises et des Québécois qui se sont illustrés par leur réalisation. Ces données se sont ajoutées à la banque de noms de la Commission de toponymie qui regroupe plus de 535 noms de personnes.

3.2 La langue des noms officialisés

Le tableau 5 montre la répartition, selon leur appartenance linguistique, des toponymes et des odonymes officialisés en 1995-1996, tandis que le tableau 6 présente l'évolution du profil linguistique de la toponymie québécoise durant les cinq dernières années. On remarque la forte augmentation du nombre de noms inuits par rapport à 1994-1995 :

près du quart des noms de lieux que la Commission de toponymie a officialisés, autres que des noms de voies de communication, sont des toponymes en inuktitut. Le traitement de ces noms est en effet apparu prioritaire, étant donné l'annonce de la réédition prochaine par le ministère fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources de treize feuillets topographiques du Nord-du-Québec. La surreprésentation des noms inuits est la cause d'une proportion plus faible de noms français officialisés. Cette situation est purement conjoncturelle. En ce qui concerne les odonymes, on notera la proportion importante de ce corpus en regard de l'ensemble des noms officialisés (76 %), de même que la très forte proportion de noms de voies de communication français. Rappelons que le traitement des odonymes constitue présentement la première priorité de la Commission, afin que la Liste électorale permanente soit supportée par un fichier des territoires et un fichier des électeurs dotés d'une nomenclature géographique adéquate.

Tableau 5

Les toponymes et odonymes officialisés par la Commission en 1995-1996

Répartition selon l'appartenance linguistique						
Appartenance linguistique	Toponymes		Odonymes		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Français	1 154	63,45	5 103	89,56	6 257	83,24
Anglais	156	8,58	458	8,03	614	8,17
Langues amérindiennes	33	1,81	25	0,44	58	0,77
Inuktitut	437	24,02	0	0	437	5,81
Autres	39	2,14	112	1,97	151	2,01
TOTAL	1 819	100	5 698	100	7 517	100

Tableau 6

Les toponymes et odonymes officialisés au cours des cinq dernières années

Appartenance linguistique	1991-1992		1992-1993		1993-1994		1994-1995		1995-1996	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Français	4 739	86,0	4 182	86,3	4 464	84,1	4 488	81,9	6 257	83,2
Anglais	622	11,3	463	9,5	442	8,3	698	12,7	614	8,2
Langues amérindiennes	42	0,8	72	1,5	94	1,8	82	1,5	58	0,8
Inuktitut	9	0,2	0	0,0	174	3,3	7	0,1	437	5,8
Autres langues	69	1,2	81	1,7	88	1,6	92	1,7	108	1,4
Hybride	2	0,0	2	0,1	3	0,1	6	0,1	5	0,1
Indifférencié	11	0,2	15	0,3	14	0,3	31	0,6	22	0,3
Inconnu	18	0,3	29	0,6	28	0,5	76	1,4	16	0,2
TOTAL	5 512	100	4 844	100	5 307	100	5 480	100	7 517	100

3.3 Les politiques et les normes

La Commission a jugé opportun de réviser ses politiques toponymiques. Elles sont au nombre de cinq : la politique de normalisation, la politique linguistique, la politique terminologique, la politique relative aux noms autochtones et la politique de désignation toponymique commémorative. Elle a par ailleurs transformé en un critère de choix la politique sur les noms de personnes vivantes. Les politiques supportent les critères de choix, les règles d'écriture et les normes terminologiques qui balisent l'approbation des noms de lieux par la Commission.

D'autre part, afin d'accélérer le traitement des noms de voies de communication et de faire en sorte que les odonymes que la Commission officialise soient le plus possible dans une forme normalisée, sans remettre toutefois en cause le choix des noms eux-mêmes par les municipalités, un *modus operandi* a été mis au point. Y sont énumérées les interventions normalisatrices à effectuer dans le traitement des noms, au besoin : ajout, retrait d'articles ou de particules de liaison, de majuscules, de traits d'union, ajout de l'élément générique s'il est manquant, par exemple. Les formes normalisées sont par la suite étudiées par les commissaires en vue de leur officialisation. Par ailleurs, la Commission a révisé la manière d'écrire les nombres ordinaux (*Premier, Première, Deuxième, ... Dixième, etc.*) présents dans les noms de voies de communication et qui indiquent la position d'une voie à l'intérieur d'une série numérotée, en exprimant dorénavant en chiffres arabes (*1^{re} Rue, 2^e Rue, ... 10^e Rue, etc.*) ces nombres qui étaient jusqu'alors écrits en toutes lettres. Cette révision concerne les noms qui étaient déjà officiels de même que ceux que la Commission officialisera dans le futur. Si cette révision touche l'écriture des noms, elle n'a pas pour effet en revanche de modifier le choix des noms eux-mêmes.

4. Les relations avec l'Administration publique et parapublique québécoise

4.1 L'Administration centrale

4.1.1 Les espaces protégés

Le Québec compte plusieurs territoires dont les ressources biogéographiques font l'objet d'une protection législative particulière. Les noms de ces territoires doivent respecter les normes gouvernementales en matière de choix et d'écriture, ce qui amène la Commission de toponymie à fournir des avis au sujet de la nomenclature de ces territoires et, ultimement, à l'officialiser.

Ainsi la Commission a-t-elle officialisé le nom Zec des Rivières-Godbout-et-Mistassini, pour désigner une zone d'exploitation contrôlée qui consiste en un agrandissement du territoire de l'ancienne zec de la Rivière-Godbout par l'adjonction d'un tronçon de la rivière Mistassini sur la Côte-Nord. D'un autre côté, elle s'est déclarée défavorable à un changement de nom d'une autre zec. Le nom Réserve écologique du Boisé-des-Muir a fait l'objet d'une officialisation. La Commission a en outre donné des avis favorables pour quatre dénominations de réserves écologiques projetées (Réserve écologique des Dunes-de-Berry, Réserve écologique des Kettles-de-Berry, Réserve écologique Léon-Provancher, Réserve écologique de la Rivière-Rouge), de même que pour le nom d'un refuge faunique (Refuge faunique de la Baie-de-Lavallière).

4.1.2 Les édifices publics

Dans le cadre de son programme de dénomination des édifices publics, des bâtiments et des autres entités de ce type, la Commission de toponymie a officialisé cinq toponymes et a recommandé l'utilisation de six autres noms par des avis favorables.

4.1.3 La toponymie septentrionale

La Commission a officialisé 447 toponymes inuits localisés sur le territoire du Nunavik, suite à une demande du Secrétariat des noms géographiques canadien visant à identifier des lieux innommés pour la prochaine édition des treize feuillets au 1:50 000, où sont représentées autant de municipalités de village nordique.

Les noms inuits ont été tirés du Répertoire toponymique du Nunavik 1987, réalisé sous la

supervision de Ludger Müller-Wille. De plus, certains feuillets au 1:50 000 produits en 1994-1995 par l'Institut culturel Avataq ont été analysés, cette série de cartes toponymiques inuites étant basée sur le Répertoire, mais apportant aussi de nouveaux toponymes. Les noms inuits recueillis lors d'une enquête en 1968, dans le même secteur, ont aussi été confrontés avec les données de 1987 en vue d'assurer la meilleure identification possible des lieux par leurs noms les plus usuels.

L'Institut culturel Avataq est présentement considéré par la Commission comme étant l'interlocuteur principal pour la toponymie inuite du Nunavik.

4.1.4 La vérification toponymique

L'article 128 de la *Charte de la langue française* stipule notamment que dès la publication à la *Gazette officielle du Québec* des noms choisis ou approuvés par la Commission, leur emploi devient notamment obligatoire dans les textes et documents de l'Administration et des organismes parapublics. Afin d'assurer l'application de cet article, la Commission offre aux ministères et aux organismes visés un service de vérification et de mise à jour de la toponymie. Cette opération a fait que 21 761 toponymes ont été vérifiés, corrigés ou ajoutés au besoin, sur 185 cartes provenant surtout des ministères des Ressources naturelles, des Transports et de l'Environnement et de la Faune. Trois autres publications ont été vérifiées dans le même cadre.

4.1.5 L'évaluation toponymique

L'article 128 prescrit aussi que tous les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés au Québec et approuvés par le ministre de l'Éducation doivent présenter une toponymie conforme aux décisions de la Commission. Un protocole d'entente a donc été établi entre notre organisme et le Bureau d'approbation du matériel didactique du ministère de l'Éducation pour garantir l'application de la loi. Huit ouvrages de géographie ont été soumis pour évaluation dans ce cadre et ont tous été recommandés pour approbation. Cet excellent résultat a été possible grâce aux interventions antérieures auprès d'éditeurs à qui des erreurs ont été signalées à l'occasion d'éditions précédentes.

4.1.6 Les commissions scolaires

Quelques commissions scolaires qui désirent fusionner ont sollicité l'avis de la Commission à propos du nom des futurs organismes scolaires qui seront issus de ces regroupements. La Commission a fourni deux avis favorables (Commission scolaire Louis-Hémon, Commission scolaire de Saint-Hyacinthe), un avis favorable pour un nom temporaire, en attendant une dénomination définitive qui devrait faire l'objet d'un concours (Commission scolaire de Lotbinière-et-des-Chutes-de-la-Chaudière) et un avis défavorable dans un autre cas.

4.1.7 Les autres interventions sur demande

En réponse à une demande du Service de la cartographie écologique du ministère de l'Environnement et de la Faune, nous avons révisé la nomenclature proposée pour les 36 ensembles topographiques qui composent le bassin hydrographique de la rivière Saint-Charles, dans l'agglomération de Québec. Nous avons également révisé, pour la Direction de la conservation et du patrimoine écologique du même ministère, la nomenclature des 36 provinces et régions naturelles du Québec, en vue de la diffusion de cette nomenclature dans un document de langue anglaise.

4.2 Les municipalités

4.2.1 Les noms de municipalités et de MRC

La *Loi sur l'organisation territoriale municipale* prévoit la consultation de la Commission de toponymie sur toute désignation susceptible de découler de projets de regroupements de municipalités ou encore simplement de changement de désignations ou de statuts de municipalités déjà existantes. La Commission a donc fourni au ministère des Affaires municipales des avis sur les noms de 21 municipalités locales et elle a, de plus, procédé à l'officialisation de 21 noms ayant fait l'objet d'avis favorables antérieurs. Enfin, la Commission s'est déclarée défavorable à une proposition de changement de nom d'une MRC.

4.2.2 Les ponts

La Commission de toponymie a poursuivi son programme d'inventaire et de dénomination des ponts, des viaducs, des ponceaux et des échangeurs. Avec la collaboration des municipalités contactées et l'appui du ministère des Transports, 243 noms de ces types d'ouvrage d'art ont été officialisés pour atteindre le total de 1 664 toponymes représentant près de 48 % de ce corpus toponymique qui pourrait être dénommé officiellement. Les régions administratives de la Montérégie, des Laurentides, de l'Outaouais, de la Mauricie-Bois-Francs, de la Chaudières-Appalaches, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de l'Estrie ont surtout été concernées par l'officialisation des noms de ponts, cette année.

5. Les relations avec les autres clientèles québécoises et les citoyens

5.1 Les zones d'exploitation contrôlées (zecs)

La Commission a officialisé 136 nouveaux toponymes localisés sur les territoires de cinq zecs.

La toponymie des zecs Mitchinamecus (56 noms) et Normandie (51 noms), situées dans les régions administratives de Lanaudière et des Laurentides, a été augmentée, ce qui constituait en quelque sorte la suite du dépouillement d'une carte de l'année 1938 du club Oriskany qui a permis, en 1994-1995, le complément de la toponymie des zecs Flamand, Frémont et du Gros-Brochet. Parmi les toponymes de la zec Mitchinamecus, cinq furent créés par la Commission pour réutiliser des noms polonais qui avaient été désofficialisés il y a une vingtaine d'années. Comme ces toponymes avaient été proposés par le Comité québécois des Amis Canadiens de la Pologne, en 1944, la Commission a utilisé les spécifiques pour personnaliser des entités innommées proches (par exemple, le nom Mont Paderewski reprend celui de Lac Paderewski qui avait été remplacé au profit du nom Grand lac Sapin). Un autre toponyme recyclé se trouve dans la zec Lesueur, dont la toponymie sera vraisemblablement analysée en 1996-1997.

Au Témiscamingue, la toponymie de la zec Restigo a été complétée, avec l'ajout de 26 nouveaux toponymes.

Enfin, deux toponymes ont été officialisés dans la zec Batiscan-Neilson, dans la région administrative de Québec, par suite de la vérification d'une carte de l'année 1929 de l'ancien club Tourilli; sept autres toponymes ont été approuvés sur le territoire contigu à la réserve faunique des Laurentides.

5.2 Les pourvoies

La Commission a poursuivi son programme d'inventaire des noms de lieux sur les territoires des pourvoies du Québec. En vigueur depuis 1988, ce programme a pour objectif d'identifier, conformément aux normes et critères de choix de la Commission, toutes les entités comprises dans ces territoires et aussi de sensibiliser les pourvoyeurs à l'utilisation de la toponymie officielle des lieux déjà dénommés. Au cours de l'année, 123 démarches ont été effectuées afin de rejoindre les pourvoyeurs. Ces interventions ont permis de parachever la toponymie de 17 dossiers de pourvoies et de proposer l'officialisa-

tion de 314 toponymes situés dans plusieurs régions administratives du Québec mais principalement dans celles de l'Outaouais, de la Côte-Nord et des Laurentides. De plus, la mise à jour de la toponymie de 7 dossiers de pourvoies a nécessité la proposition de 58 nouveaux toponymes, pour un total de 372.

Maintenant, c'est à 50 % qu'est complété le traitement de la toponymie sur le territoire des pourvoies, c'est-à-dire un pourcentage moindre que les deux dernières années, puisque se sont ajoutées 56 nouvelles pourvoies. L'année dernière il s'en était ajouté 21, ce qui dénote une forte augmentation. Au total, depuis 1988, 764 pourvoies ont vu leurs dossiers analysés. De ce nombre, 417 ont conclu des ententes avec la Commission et d'autres sont disparues avant que leur toponymie ne soit traitée. L'opération a généré 3 536 propositions de toponymes pour identifier officiellement autant d'entités du Québec. Le tableau 7 présente la répartition des dossiers traités, selon la région, pour les pourvoies existantes en 1995-1996.

Tableau 7

La répartition régionale des dossiers des pourvoiries existantes en 1995-1996

Région	Pourvoiries	Dossiers finalisés	%
Bas-Saint-Laurent	14	4	28,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	44	34	77,2
Québec	22	15	68,2
Mauricie–Bois-Francs	74	46	62,2
Estrie	4	2	50,0
Outaouais	90	50	55,6
Abitibi-Témiscamingue	100	41	41,0
Côte-Nord	100	43	43,0
Nord-du-Québec	82	12	14,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9	1	11,1
Chaudière-Appalaches	26	12	46,2
Lanaudière	25	19	76,0
Laurentides	60	47	78,3
Montérégie	3	2	66,7
TOTAL	653¹	328²	50,2

1. De ce nombre, 187 sont des pourvoiries à droits exclusifs.

2. De ce nombre, 145 sont des pourvoiries à droits exclusifs.

5.3 Le milieu amérindien

La Commission a procédé, en fin d'année, à la publication du document intitulé *La toponymie autochtone au Québec, Bilan et prospective*. L'ouvrage évoque notamment la cinquantaine d'inventaires toponymiques réalisés dans différentes communautés autochtones dans les trente dernières années. Il rapporte aussi les différentes interventions de la Commission dans la recherche de consensus sur la normalisation de l'écriture des toponymes autochtones. L'organisme a incidemment poursuivi ses travaux d'inventaires sur les territoires montagnais des Escoumins et naskapis de Kawawachikamach. La Commission a enfin officialisé le changement du nom du bureau de poste de Restigouche en celui de Listuguj.

5.4 Les consultations toponymiques

Cette année, un total de 4 041 requêtes d'informations ont été acheminées au Service des consultations de la Commission. Certaines consultations étant à volets multiples, un nombre de 4 968 thèmes ont été abordés avec la clientèle. Le tableau 8 répartit quantitativement les sujets traités dont les principaux sont : la graphie, la nomenclature officielle, l'origine et la signification des toponymes, les publications, le suivi administratif des dossiers étudiés, la localisation des entités, les règles d'écriture et la procédure d'officialisation pour un total 80,1 % des demandes. Il est intéressant de noter que, durant les quatre dernières années, les consultations sur

l'origine et la signification des noms de lieux sont en augmentation constante. Ceci confirme l'intérêt de la population pour l'aspect patrimonial de la toponymie, intérêt auquel a voulu répondre la publication, en 1994, du dictionnaire *Noms et lieux du Québec*, qui continue depuis lors ses succès de librairie. Les consultations toponymiques répondent majoritairement aux requêtes de deux groupes d'utilisateurs. D'une part, le secteur privé qui regroupe des entreprises, des citoyens, des pigistes, des associations ou sociétés à but non lucratif et les médias, compte pour 47 % des demandes de renseignements, et d'autre part, le secteur public qui se partage l'autre moitié des avis (53 %) donnés par le personnel de la Commission.

Le tableau 9 présente la répartition des consultations selon les catégories de demandeurs.

Tableau 8

La répartition des consultations selon les thèmes

Les thèmes	Nombre	%
Graphie des toponymes	689	13,9
Nom officiel pour une entité ou un territoire	645	13,0
Origine et signification d'un toponyme	551	11,1
Publications	530	10,7
Suivi administratif d'un dossier	528	10,6
Localisation des toponymes	489	9,8
Règles d'écriture	326	6,6
Procédure d'officialisation	219	4,4
Topos et informatique	198	4,0
Gentils	178	3,6
Critères de choix	123	2,5
Géographie générale	114	2,3
Noms de municipalités	78	1,6
Terminologie géographique	65	1,3
Régionymie	53	1,1
Divers	38	0,8
Établissements amérindiens et inuits	30	0,6
Aspects juridiques	29	0,6
Édifices, salles, écoles	27	0,5
Copies de cartes	19	0,4
Numérotation d'immeubles	14	0,2
Genre et prononciation des toponymes	12	0,2
Fichier des toponymes populaires	7	0,1
Affichage	6	0,1
TOTAL	4 968	100

Tableau 9

La répartition des consultations selon les catégories de demandeurs

Les demandeurs	Nombre	1995-1996 %	1994-1995 %	1993-1994 %
Citoyens et pigistes	1 169	28,9	35,2	14,5
Municipalités	876	21,7	13,9	17,5
Ministères et organismes publics québécois (excluant l'Office de la langue française)	644	15,9	21,4	26,7
Entreprises privées	425	10,6	10,0	18,7
Associations et sociétés à but non lucratif	278	6,9	3,7	3,2
Organismes scolaires	276	6,8	3,8	5,5
Gouvernement du Canada	167	4,1	5,0	5,2
Office de la langue française	113	2,8	2,5	2,9
Organismes parapublics	68	1,7	3,3	4,3
Médias	25	0,6	1,2	1,5
TOTAL	4 041	100	100	100

6. Les relations avec les organismes non québécois

6.1 La scène canadienne

La Commission de toponymie du Québec a participé activement à la 34^e réunion annuelle du Comité permanent canadien de noms géographiques (CPCNG) et à celles de ses comités consultatifs qui se sont tenues à Québec du 26 au 30 septembre 1995. Rappelons que le CPCNG est composé de 26 membres, soit nommés par les provinces et territoires du Canada, soit délégués par des ministères fédéraux.

La Commission a apporté sa contribution sur divers points lors des discussions et à la logistique de l'événement. Un banquet offert par le Gouvernement du Québec est venu clôturer cette réunion. Une excursion toponymique dans la région de Québec a aussi été organisée. Celle-ci a permis aux membres du CPCNG de se familiariser avec la géographie et la toponymie régionales.

6.2 La scène internationale

Le président de la Commission a, au cours de l'année, effectué deux missions en France afin d'y rencontrer notamment, le président de la Commission de toponymie de l'Institut géographique national (IGN) et le président de la Commission nationale de toponymie de France. Plusieurs sujets ont été abordés lors de ces missions prévues dans le cadre du protocole de coopération intervenu entre la Commission de toponymie du Québec et la Commission nationale de toponymie de France, mais l'essentiel des discussions a porté sur la mise en route du projet du Dictionnaire de toponymie parallèle France-Québec. Le secrétaire de la Commission a aussi effectué une mission en territoire français, auprès des mêmes intervenants, afin d'y établir des modes d'interactivité et de correspondance des banques de données toponymiques entre la France et le Québec et de supporter ainsi le projet du Dictionnaire de toponymie parallèle. Un inventaire toponymique a aussi été réalisé lors de cette mission. Les échanges avec les autorités toponymiques françaises ont été complétés par la venue au Québec du président de la Commission de toponymie de l'IGN afin de poursuivre les discussions et établir les étapes de réalisation concrète des projets.

Le président de la Commission a participé à la 19^e Conférence de la Western States Geographic Names qui s'est tenue à Oklahoma City pour y présenter, entre autres, la base de données TOPOS et y échanger avec les présidents du United States Board

of Geographic Names et de la Western States Conference on Geographic Names.

De plus, la participation du président de la Commission de toponymie lors d'une mission économique québécoise à Cuba a permis un échange d'informations entre les commissions québécoise et cubaine de toponymie. Les discussions ont porté principalement sur les aspects normatifs et techniques de la gestion toponymique nationale et sur l'utilisation par les chercheurs cubains des méthodes et procédures développées par la Commission de toponymie du Québec.

6.3 La coopération avec la France

Dans le cadre du protocole de collaboration signé en janvier 1994 entre la Commission de toponymie du Québec et la Commission nationale de toponymie de France du Conseil national de l'information géographique (CNIG) et dans l'esprit de l'entente de coopération signée en janvier 1995 par les premiers ministres de France et du Québec, un projet de dictionnaire toponymique a vu le jour en 1995. Les organismes toponymiques gouvernementaux de France et du Québec comptent en effet produire conjointement, au cours des prochaines années, un ouvrage qui décrirait quelques centaines de noms de lieux identiques, relevés à la fois en France et au Québec. Cette publication illustrée aura pour objectif de mettre en lumière, par les migrations toponymiques, les relations historiques et continues entre les deux pays. Dans cet ouvrage de quelques centaines de pages, qui pourrait s'intituler **Les ponts toponymiques France/Québec**, chaque toponyme dédoublé fera l'objet d'une rubrique traitant parallèlement des lieux français et québécois et expliquant comment (à quelle occasion, par quelle décision, par quel intervenant, par quel cheminement) le nom s'est transposé de la France vers le Québec, ou inversement. La phase-témoin de la rédaction est déjà commencée (une douzaine de rubriques modèles sont rédigées) et il y a maintenant lieu pour les commissions de toponymie française et québécoise de s'entendre sur les différents aspects opérationnels de la recherche, de la rédaction et de l'édition de l'ouvrage. Cette étape sera franchie en juin 1996 dans le cadre d'une mission approuvée par le ministère des Affaires internationales. Le projet **Les ponts toponymiques** a été développé comme contribution au programme d'activités soulignant le 30^e anniversaire de la coopération culturelle France-Québec en 1998 et pourra constituer, dans un contexte de partenariat, l'un des thèmes d'une exposition prévue à l'agenda du Musée de la civilisation du Québec.

7. La recherche

7.1 La documentation du patrimoine toponymique du Québec

Depuis la parution du Dictionnaire illustré **Noms et lieux du Québec**, la Commission a toujours tenu à ce que cet ouvrage soit continuellement mis à jour et corrigé. Des efforts ont donc été faits pour réviser les renseignements paraissant dans ce volume. Ainsi, au cours de la dernière année les corrections nécessaires à la parution d'une seconde édition du Dictionnaire ont été effectuées. Rappelons que la 1^{re} édition, parue en novembre 1994, avait été tirée à plus de 6 000 exemplaires, tous vendus à ce jour. La 2^e édition (troisième tirage) de **Noms et lieux du Québec** a paru au printemps 1996 et est maintenant disponible dans les librairies.

7.2 La terminologie géographique

Au cours de 1995-1996, le dossier terminologique a connu une certaine progression avec la création du Comité de terminologie géographique qui comportera six membres en provenance des milieux gouvernementaux et de la recherche universitaire; on y retrouvera des géographes, des linguistes et des terminologues. En outre, une procédure de traitement et d'approbation des dossiers terminologiques a été mise au point.

Cinq termes ont fait l'objet de la préparation d'un dossier terminologique: parc d'ornement, parc floral, parc linéaire, parc marin et parc maritime. Également, le Secrétariat des noms géographiques d'Ottawa a requis un avis sur la définition du terme «dame» aux sens de «barrage» ou de «digue».

Dans le cadre de sa participation aux travaux du Groupe d'Experts des Nations Unies pour les noms géographiques, la Commission a collaboré à la version française du *Dictionary of toponymic terminology* dont la traduction a été entreprise au cours de 1994-1995; elle a été menée à bien au cours du présent exercice. La Commission de toponymie a procédé à la transposition de 98 termes et de leurs définitions ainsi que de 40 renvois, alors que la Commission de toponymie de l'IGN a traité 121 termes définis et 5 renvois, tous revus et commentés par la partie québécoise du projet. Ce document devrait faire l'objet d'une publication et devrait être déposé lors de la prochaine réunion du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques, à Genève, en août 1996.

7.3 Les gentils

Fondée sur le pouvoir d'avis dont elle dispose à l'endroit du gouvernement et des organismes de l'Administration en matière de toponymie, l'action de la Commission s'exerce dans le domaine de la dénomination collective des Québécois en regard du lieu où ils habitent. À cet égard, elle recueille, consigne et diffuse toute information concernant les diverses collectivités d'ici. Elle met de plus au service de tout groupe ou de toute personne qui le souhaite son expertise et son aide technique en ce domaine.

Au cours de 1995-1996, 28 nouvelles dénominations collectives ont été recueillies, portant ainsi à 1 639 le nombre total de formes existantes connues au 31 mars 1996. En ce qui concerne le monde municipal, huit nouvelles appellations ont été inventoriées, parmi lesquelles quatre ont été nommément reconnues par les membres d'autant de conseils municipaux. En outre, un gentilé municipal, disposant déjà du statut de forme reconnue au niveau municipal a fait l'objet d'une modification.

Au chapitre des consultations, 178 personnes œuvrant dans les milieux municipal, administratif, gouvernemental, scolaire, de la recherche tout comme de simples citoyens ont contacté la Commission au sujet des gentils.

Enfin, compte tenu du dynamisme important du dossier, de la création de nombreux gentils, de la modification de certaines dénominations et de la cueillette de maintes appellations en usage, il est apparu opportun de mettre à la disposition des usagers un complément à l'édition de 1987 du *Répertoire des gentils du Québec*, paru en novembre 1995 sous le titre de *Répertoire des gentils du Québec: supplément* Québec, Les Publications du Québec, XI, 58 pages. L'ouvrage comporte 229 entrées et répertorie 201 nouveaux gentils, accompagnés de commentaires appropriés.

7.4 Un colloque sur la recherche et les pratiques toponymiques

La Commission de toponymie a, au fil des ans, toujours étroitement collaboré avec la Société canadienne d'onomastique, laquelle regroupe la majorité des spécialistes des noms propres au Québec, au Canada et aux États-Unis. En participant aux activités de cette société, la Commission contribue à diffuser ses travaux dans le cadre d'une manifestation réunissant une brochette de spécialistes de haut ni-

veau, à faire état de son expertise et à soumettre au filtre de l'évaluation scientifique le résultat des recherches qu'elle mène.

Dans cette optique, l'organisme a tenu, à l'occasion de la 29^e réunion annuelle de la Société canadienne d'onomastique (Montréal, UQAM, 2 juin 1995), un colloque axé sur la recherche et la pratique toponymique québécoise. Le vice-président de la Société canadienne d'onomastique et membre du personnel de la Commission de toponymie a participé à l'organisation de cette manifestation au cours de laquelle treize exposés ont été présentés tous prenant pour thème la toponymie du Québec. Des sujets aussi variés que les noms de lieux amérindiens, la toponymie municipale, l'odonymie, l'enquête toponymique, la lexicographie toponymique, la création de noms de lieux ainsi que l'enseignement de la toponymie ont été abordés et discutés par des universitaires, des chercheurs, des gestionnaires, des fonctionnaires d'horizons divers. La majorité des communications présentées ont fait l'objet d'un document intitulé: *La toponymie au Québec: recherche et pratique*, publié par la Commission de toponymie et disponible au moment même de la tenue du colloque.

8. Les communications

La fonction communication intervient dans deux champs d'activités: d'une part l'information et les relations publiques et d'autre part les publications.

8.1 L'information et les relations publiques

Sélectionnées avec soin en tenant compte des ressources disponibles, les activités d'information et de relations publiques sont conçues pour répondre aux besoins des principales clientèles de la Commission, les organismes à vocation territoriale, ceux à vocation culturelle, historique et patrimoniale et aussi le grand public.

La Commission juge importante ces occasions de visibilité pour mieux faire connaître son mandat, ses politiques, ses programmes, ses réalisations ainsi que ses publications, et aussi pour promouvoir l'utilisation et le développement d'une toponymie de qualité sur le territoire du Québec.

Au cours de l'année, la Commission a participé à six congrès ou salons d'expositions, dont trois

avec son stand d'information. De plus, quelques conférences ont été présentées par des membres du personnel ou par le président sur des sujets d'intérêt toponymique dont un exposé sur les gentils et blasons populaires et d'autres sur l'évolution du territoire québécois. Des entrevues dans les médias sont venues compléter la diffusion d'information.

Une tournée visant l'explication et la diffusion du dépliant se rapportant à l'autoroute 40 a été effectuée dans les associations touristiques régionales et les kiosques d'information concernés.

La Commission a voulu souligner d'une façon particulière la Semaine internationale de la francophonie et la Semaine du français en officialisant six noms de sommets qui rappellent les six villes où se sont déroulés les Sommets de la francophonie.

Le Québec recevant la 34^e réunion annuelle du Comité permanent canadien des noms géographiques en septembre 1995, la Commission a participé très activement à l'organisation et au déroulement de celle-ci.

Tableau 10

La participation de la Commission de toponymie à des salons

Activité	Date	Lieu
Expo-Nature	avril 1995	Chicoutimi
Salon du Livre	juin 1995	Québec
Colloque tenu dans le cadre du Congrès des Sociétés savantes	juin 1995	Montréal
Union des MRC	septembre 1995	Québec
Salon du Livre	novembre 1995	Montréal
Salon de la Pourvoirie Chasse et Pêche	mars 1996	Sainte-Foy

8.2 Les publications

Huit publications ont été produites:

- *Gazette officielle du Québec*, 22^e publication des décisions couvrant la période du 1^{er} avril 1994 au 31 mars 1995; n° 25A (26 juin 1995)
- *Rapport annuel 1994-1995*
- Dépliant *Autoroute de la Rive-Nord (#40); la clé de 130 énigmes sur les noms de lieux*
- *La toponymie au Québec: recherche et pratique*. Actes du colloque tenu dans le cadre du congrès des sociétés savantes et de la 29^e réunion annuelle de la Société canadienne d'onomastique dans la série: Études et recherches toponymiques 14

- *Répertoire des gentils du Québec: supplément* dans la série: Études et recherches toponymiques 15
- *La greffière et le toponymiste* (version papier et audio)
- Bulletin d'information *Le Toponyme*, volume 11, numéro 1, décembre 1995
- *La toponymie autochtone au Québec, Bilan et prospective* dans la série: Dossiers toponymiques 24

De plus, des articles ont été publiés dans des revues destinées au monde municipal. La Commission a aussi décidé de la réimpression de sept de ses publications dont la série consacrée à la toponymie

de certaines nations amérindiennes. La correction des différentes épreuves en vue de la deuxième édition de l'ouvrage **Noms et lieux du Québec** a mobilisé certaines ressources affectées au dossier des communications.

8.3 Le site Web

Depuis janvier 1996, la Commission de toponymie dispose de son propre site Web sur le réseau Internet (<http://www.toponymie.gouv.qc.ca>). On peut y interroger les noms de lieux officiels autres que les noms de voies de communication, grâce à un lien direct avec la Banque de données toponymiques du Canada. Différentes hypothèses sont à l'étude pour enrichir le site à court, à moyen et à long terme.

Composition typographique: Compélec inc.
Achevé d'imprimer en août 1996
sur les presses de l'imprimerie
Laurentide inc. à Loretteville

